



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Direction de la Coordination des
Politiques Publiques et de l'Appui Territorial**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DCPAT - 2024 - n° 109

portant prescriptions complémentaires

Société SNC SABLIERES DE LA CORNUAILLE – Sablière de la Babinière à Val d'Erdre-Auxence

Exploitation d'une sablière

**Le Préfet de Maine-et-Loire,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,
Chevalier des Palmes Académiques**

VU le Code de l'Environnement ;

VU la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'Environnement ;

Vu le décret du Président de la République du 06 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Philippe CHOPIN en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

Vu le décret du Président de la République du 25 août 2023 portant nomination de Monsieur Emmanuel LE ROY, administrateur de l'État du deuxième grade, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire (groupe II) ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter une carrière de sables pliocènes et ses installations connexes D3-2007 n° 243 du 2 mai 2007 pour une durée de 25 ans (emprise de 78 ha 03 a 27 ca ; production maximum de 450 000 t/an) au bénéfice de la société Sablières de la Cornuaille au lieu-dit « La Babinière » à La Cornuaille sur la commune de Val-d'Erdre-Auxence ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire DIDD-2022-n° 113 du 2 mai 2022 modifiant le phasage de l'exploitation de la carrière ;

VU l'arrêté préfectoral DIDD-2023-n° 273 du 19 octobre 2023 mettant à jour les classements ICPE et IOTA et autorisant la création d'un chenal temporaire ainsi que la construction d'un ouvrage de franchissement ;

Vu l'arrêté préfectoral SG/MICCSE n°2024-10 du 18 mars 2024 portant délégation de signature à Monsieur Emmanuel LE ROY, secrétaire général de la préfecture ;

VU la demande d'antériorité visant à mettre à jour le classement IOTA de la carrière présenté le 12 septembre 2024 ;

VU le porter à connaissance du 4 octobre 2024, adressé au préfet, demandant la modification des horaires de fonctionnement de la drague et des installations de traitement des matériaux ;

VU le rapport et les propositions de la directrice de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL), inspection des installations classées, en date du 30 octobre 2024 ;

VU le projet d'arrêté porté le 30 octobre 2024 à la connaissance du demandeur ;

VU l'absence d'observation de l'établissement **SABLIÈRES DE LA CORNUAILLE – SNC** ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L. 512-1 du titre 1^{er} du livre V du Code de l'environnement l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que la demande d'antériorité transmise fait suite à une demande du préfet (lettre du 13/08/2024) et n'entraîne aucune modification des conditions d'exploitation de l'établissement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de mettre à jour le classement IOTA de la carrière ;

CONSIDÉRANT que la modification sollicitée des horaires de fonctionnement de la carrière pendant la période d'octobre à avril n'entraîne aucune extension de l'exploitation géographique ou quantitative des matériaux extraits ni ne génère d'effet supplémentaire ou non-maîtrisé dans l'environnement de l'exploitation ;

CONSIDÉRANT que les modifications sollicitées, bénéficie de l'antériorité comme extension des horaires de fonctionnement des installations pendant la période d'octobre à avril, sont des modifications notables mais non substantielles et qu'il y a lieu d'actualiser les prescriptions techniques de l'établissement afin de les prendre en compte ;

Sur proposition du Secrétaire général de Maine-et-Loire,

ARRÊTE

Titre 1 - Bénéficiaire et portée des prescriptions

Article 1.1 - Objet de l'arrêté

La Société **SNC SABLIÈRES DE LA CORNUAILLE**, dont le siège social est situé « Le Grand Patis » à Saint-Mars-du-Désert (44 850), est autorisée, sous réserve de respecter les dispositions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation de la carrière située lieu-dit « La Babinière » – La Cornuaille sur la commune de Val-d'Erdre-Auxence (49 440).

Cet arrêté complète les prescriptions des arrêtés préfectoraux des 2 mai 2007, 2 mai 2022 et 19 octobre 2023 qui restent applicables sauf pour les dispositions explicitement modifiées et détaillées ci-après.

Article 1.2 - Installations visées par une rubrique de la nomenclature des installations, Ouvrages, Travaux et Activités (IOTA) :

Le § b) de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2023, relatif à la « Liste des rubriques concernées par une rubrique de la nomenclature IOTA » est remplacé par la rédaction suivante :

Les installations et activités exploitées sur le site sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature IOTA :

Rubriques	Libellés des rubriques et seuils de classement	Natures et volumes des activités exercées	Régime (*)
1.1.1.0	Sondage, forage , y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines [...]	4 piézomètres	D
1.1.2.0-2)	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère , à l'exclusion de [...] Le volume total prélevé étant supérieur à 10 000 m ³ /an mais inférieur à 200 000 m ³ /an	Pompage d'exhaure de fond de fouille au débit de 31 500 m³/an	D
2.1.5.0-2)	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure ou égale à 20 hectares	Surface future exploitée 14 ha Surface interceptée 15,5 ha Total 78 ha	A
3.12.0-2)	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau , à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau sur une longueur inférieure à 100 m	Longueur de cours d'eau 6 m	D
3.2.3.0-1)	Plans d'eau, permanents ou non Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha	3 plans d'eau résiduels d'une surface de 40 ha	A

(*) A (autorisation) ou D (déclaration)

Titre 2 - Préventions des nuisances

Article 2.1 - Émissions sonores

L'article 3.5.3 de l'arrêté préfectoral du 2 mai 2007, relatifs aux « Valeurs limites » est remplacé par la rédaction suivante :

Article 3.5.3 - Valeurs limites

Les émissions sonores de l'établissement n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées ci-après, dans les zones à émergences réglementées :

Niveaux de bruit ambiant existant dans les zones à émergences réglementées (incluant le bruit de l'établissement)	Emergences admissibles pour la période allant de 7h00 à 22h00, sauf dimanches et jours fériés	Emergences admissibles pour la période allant de 22h00 à 7h00, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les niveaux sonores n'excèdent pas, du fait de l'établissement, les valeurs ci-dessous :

Périodes et admissibles	Niveaux sonores limites	Période de jour de 7h00 à 22h00 (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit de 22h00 à 7h00 (ainsi que dimanches et jours fériés)
Tous points en limite de propriété		70 dB(A)	60 dB(A)

Les niveaux sonores à considérer sont ceux émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur du périmètre autorisé de la carrière dont les extractions, les traitements et les convoys des matériaux, le tri-transit des matériaux ainsi que la circulation des véhicules et des engins.

Si nécessaire, les installations de traitement des matériaux sont bardées.

La durée d'apparition d'un bruit particulier, à tonalité marquée et de manière établie ou cyclique, n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes définies dans le tableau précédent.

L'article 3.5.4 de l'arrêté préfectoral du 2 mai 2007, relatif aux « Contrôles des niveaux sonores », est remplacé par la rédaction suivante :

Article 3.5.4 - Contrôle des niveaux sonores

Toute évaluation de la situation acoustique (niveaux sonores et émergences) s'effectue à partir des points retenus dans le Porter à connaissance de septembre 2024 pendant une période d'activités représentative des émissions de l'établissement en fonctionnement normal.

Les émergences sont systématiquement mesurées chez les tiers désignés dans le Porter à connaissance de septembre 2024 ou les plus proches de la zone d'exploitation, sous réserve de leur accord formel. En cas d'impossibilité justifiée d'exécuter ces mesures, les émergences sont calculées à partir des niveaux sonores établis en limite de propriété face à la zone à émergence réglementée concernée.

L'exploitant rapproche et commente les résultats des mesures obtenus avec les valeurs attendues dans son Porter à connaissance de septembre 2024.

En cas de dépassement des limites admises en période de jour, il propose des mesures correctives en précisant les délais de leur mise en service.

En cas de dépassement des valeurs limites en périodes nocturnes, le chantier est arrêté pendant ces périodes jusqu'à la mise en place des solutions techniques permettant de les respecter.

La signature sonore (niveaux en limite de propriété et émergences) est évaluée tous les 2 ans à compter de la notification du présent arrêté, dont la première campagne est réalisée dans les 3 mois qui suivent la notification de cet arrêté préfectoral complémentaire.

Après l'article 3.5.5 de l'arrêté préfectoral du 2 mai 2007, est ajouté un article 3.5.6 ainsi rédigé :

Article 3.5.6 – Périodes de fonctionnement

Les horaires de travail s'étalent du lundi au vendredi sur les plages de 07h00 à 19h00, jours fériés exceptés.

Au cours des 3 prochaines années pendant la période d'octobre à avril du lundi au vendredi, la plage horaire de travail pourra être étendue à la période nocturne et permettre un fonctionnement de la carrière 24h/24h.

Cette extension de la plage horaire de fonctionnement ne concerne que les extractions et les traitements des matériaux. Elle ne concerne pas les autres activités de la carrière, notamment les évacuations des matériaux.

Article 2.2 - Délais d'exécution des travaux

L'autorisation d'extension des plages de fonctionnement de la carrière pendant une durée de 3 ans en continu pour la période d'octobre à avril, du lundi au vendredi hors jours fériés est conditionné par un réaménagement du secteur délaissé en raison de la mauvaise qualité du gisement.

La création d'une mare favorable à la biodiversité dans la zone à réaménager devra être achevée dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté.

Le réaménagement total de la zone Est, délaissée, sera achevé au cours de la phase 4 tel que prévu dans le plan de phasage.

Titre 3 - Dispositions diverses

Article 3.1 - Frais

Tous les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 3.2 - Délais et voies de recours

En application de l'article R. 181-50 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La décision peut être déférée à la juridiction administrative territorialement compétente, le Tribunal administratif de Nantes – 6 allée de l'Île Gloriette – CS 24 111 – 44 041 NANTES cedex 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Pour les décisions mentionnées à l'article R. 181-51, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 3.3 - Publicité

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Val-d'Erdre-Auxence et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Val-d'Erdre-Auxence, pendant une durée minimum d'un mois ; un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture de Maine-et-Loire – direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial – bureau des procédures environnementales et foncières.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Maine-et-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 3.4 - Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, la Sous-préfète de l'arrondissement de Segré-en-Anjou-Bleu, la Directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire, le Maire de la commune de Val-d'Erdre-Auxence, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le **17 JAN. 2025**

Pour le préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture

Emmanuel LE ROY